



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
AUVERGNE

Groupe des subdivisions Puy-de-Dôme-Allier
26, Boulevard Louis Chartier
63051 Clermont-Ferrand cedex 2

Téléphone : 04.73.98.39.00.
Télécopie : 04.73.98.39.01.
Internet : www.auvergne.drire.gouv.fr

Subdivision environnement 2
Affaire suivie par Guy DUMONT
Téléphone : 04.73.98.39.12
Mél. guy.dumont@industrie.gouv.fr
03-029-GD-SLP.doc

Clermont-Ferrand, le 18 février 2003

Département du Puy-de-Dôme
COMMISSION DEPARTEMENTALE DES CARRIERES

*Demande d'autorisation d'étendre la superficie d'exploitation d'une carrière
et d'augmenter ses capacités de production
sur la commune de COMBRONDE lieu-dit « Chavanon »
présentée par La Société des Pouzzolanes Légères (SO.POU.LE.)
Rapport de l'inspection des installations classées*

Réf : transmission préfecture et avis des services du 29 novembre 2001.

1 – Identification du pétitionnaire

Nom de la société	:	SO.POU.LE. (Société des Pouzzolanes Légères)
Forme juridique	:	SARL
Capital social	:	176694 €
Siège social	:	Pagnat - 63410 Charbonnières les Varennes
Tél	:	04 73 35 52 65
RCS	:	355265 RIOM 64B15
Code APE	:	267 Z
Gérant	:	M. Bernard BILLET
Lieu dit de l'autorisation sollicitée	:	Chavanon
Commune	:	COMBRONDE
Durée demandée	:	30 ans
Foncier concerné	:	14 ha 19 a 65 ca
Nature des matériaux	:	porphyre
Effectif sur site	:	7

2 – Situation et recevabilité de la demande

2.1 – Situation administrative actuelle

La carrière de "Chavanon" à COMBRONDE a été autorisée le 30 novembre 1992 pour 18 ans, une production annuelle de 100 000 tonnes, et sur une surface de 12 ha.

L'exploitation dispose d'un récépissé de déclaration du 11 mars 1998 pour une activité de concassage criblage (puissance inférieure à 200 kW) et une centrale de reconstitution de grave.

2.2 – Motivation de la demande

La présente demande est motivée par :

- une augmentation de la capacité de production à 300 000 t/an
- une augmentation de la puissance des installations annexes à 480 kW
- une augmentation de la surface exploitable de 12 ha à 14 ha
- une augmentation de la durée d'exploitation au maximum autorisé de 30 ans.

2.3 – Recevabilité de la demande

Le dossier est présenté selon les dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Il comporte une étude d'impact avec un résumé non technique, une étude de danger, une notice de conformité avec les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel, ainsi qu'un calcul du montant des garanties financières.

La demande a été jugée recevable par la DRIRE le 16 juillet 2001.

L'enquête publique a été prescrite par un arrêté préfectoral du 17 août 2001. Les communes concernées par le rayon d'affichage de 3 km sont celles de MONTCEL, CHARBONNIERES LES VIEILLES, TEILHEDE, BEAUREGARD VENDON, SAINT MYON, JOSERAND et ARTONNE.

3 – Consistance du Projet

3.1 – Localisation

Le site est implanté sur la commune de COMBRONDE au lieu dit « Chavanon » à environ 1,5 km au nord ouest de la ville.

Le projet occupe les parcelles 455, 458, 466 et 467 section A du plan cadastral de la commune représentant une superficie totale de 14 ha 19 a 65 ca. Les terrains sont situés en zone NC_s du plan d'occupation des sols de la commune de Combronde autorisant les carrières et les installations classées de traitement des matériaux extraits.

L'accès au site s'effectue à partir de la RD 122.

3.2 – Gisement – durée

Les réserves sur l'emprise demandée sont estimées à 9 000 000 de tonnes environ. La production annuelle envisagée est de 300 000 t pour une durée sollicitée de 30 ans.

3.3 – Méthode d’exploitation

3.3.1 - Principe

L’extraction se fait par abattage à l'explosif et le traitement par une unité de concassage criblage à sec.

3.3.2 – Décapage

La découverte sera stockée en bordure des zones d'extraction et sera utilisée pour les travaux de remise en état.

Les stériles de traitement devraient représenter 10 % des volumes extraits. La partie non commercialisable sera utilisée à la remise en état.

3.4 - Avancement d’exploitation

Six phases de 5 années sont envisagées. L'exploitation se fera sur 4 niveaux jusqu'à la cote NGF 400 et progressera de la partie Est à la partie Nord-Ouest du site.

Les fronts auront une hauteur de 15 m maximum.

3.5 – Remise en état

Le niveau inférieur sera remblayé par des matériaux inertes. Les fronts de taille seront rectifiés et purgés, la largeur des banquettes sera portée à 4 m par apport de matériaux inertes et gravats, et taluté à 30°.

Les constructions telles que silos, rampes d'accès, massif en béton, etc seront rasées.

La plate-forme sera nettoyée et nivelée, tous produits ou matériaux seront enlevés aux abords de la carrière, les bords des talus de déversement des terres seront rectifiés.

Le pourtour supérieur du front de taille sera clôturé par une triple rangée de ronces artificielles sur piquets métalliques scellés dans du béton à deux mètres en retrait du front de taille résiduel.

Le site sera remis en cultures agricoles.

3.6 – Garanties financières

Conformément à l’arrêté ministériel du 10 février 1998, l’exploitant a produit le calcul du montant des garanties financières suivant le mode forfaitaire. Ce montant ressort ainsi :

Phase	Montant en €
1	111 850
2	140 000
3	143 000
4	140 300
5	135 200
6	130 000

3.7 - Classement des activités

L'établissement comprend les activités relevant de la nomenclature des installations classées reprises dans le tableau suivant :

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristique du site	Régime	Rayon d'affichage
2510-1	Exploitation de carrière	14 ha 19 a 65 ca 300 000 t/an	Autorisation	3 km
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	Puissance 480 kw	Autorisation	2 km
2521-2-a	Centrale de reconstitution de graves à froid	Production 2000 t/jour	Autorisation	2 km

A noter que l'exploitant a sollicité sur le même site l'autorisation de stocker et traiter des déchets du BTP. Cette demande dont l'instruction a été menée conjointement à celle de la carrière, aurait du faire l'objet d'une présentation pour avis au Conseil Départemental d'Hygiène. Elle a depuis été retirée par le pétitionnaire car non conforme aux règles d'urbanisme de la commune de COMBRONDE.

4 - Principaux impacts du projet

Le pétitionnaire analyse et recense dans les études d'impact et de dangers les effets du projet comme suit

4.1 - Air

Les envois de poussières seront limités par le système de dépoussiérage de l'installation équipée de filtres à manches. Les voies d'accès seront arrosées.

4.2 – Eau

Les eaux de ruissellement seront collectées dans un bassin de décantation puis transiteront par un déshuileur avant filtration et rejet au ruisseau de Laize longeant le site.

4.3 – Bruits et vibrations

Les vibrations provoquées par les tirs de mines seront limitées par adaptation des charges unitaires et des mailles de tirs.

4.4 – Transports

La carrière est desservie par un chemin d'exploitation privé aboutissant sur le CD 122 qui est relié à la RN144.

L'exploitant prévoit d'adapter ses circuits d'accès en fonction de l'évolution des infrastructures routières en relation avec les autorités compétentes et notamment la municipalité de Combronde et la Direction des Routes du Conseil Général.

4.5 – Santé

Le projet peut générer des risques pour la santé en matière de pollution atmosphérique, risque de pollution des eaux par les hydrocarbures et nuisances sonores. L'exploitant met en place les mesures décrites ci-dessus qui permettront de limiter au maximum ces effets.

4.6 - Paysage – Faune – Flore

La faune et la flore ne présentent pas d'espèces rares. Le site étant peu visible, il n'est pas envisagé de protection particulière.

4.7 – Autres effets

Le projet se situe dans le rayon de 500 m autour d'un site inscrit à l'inventaire des monuments historiques.

5. Enquête publique

5.1 – Déroulement

L'enquête publique s'est déroulée du 24 septembre 2001 au 23 octobre 2001. Le registre d'observations a été mis à disposition du public en mairie de COMBRONDE.

Des avis d'enquête ont été publiés dans la presse dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 17 août 2001.

Des avis au public ont été affichés par les soins des mairies de MONTCEL, CHARBONNIERES LES VIEILLES, TEILHEDE, BEAUREGARD VENDON, SAINT MYON, JOSERAND et ARTONNE.

5.2 – Avis exprimés

17 observations ont été consignées sur le registre portant en particulier sur des problèmes liés au bruit, aux poussières et à la circulation susceptibles d'être générés par le projet.

5.3 – Avis du commissaire-enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable sous les réserves suivantes :

- suppression de la phase 6,
- obligation impérative pour l'entreprise de créer une voie provisoire en direction de la RN 144 et obligation de transiter tous les matériaux allant sur l'agglomération clermontoise par l'autoroute, en espérant que toute la circulation lourde suive le même exemple.

6. Enquête administrative

SERVICE	AVIS	OBSERVATIONS
Service interministériel régional de défense et protection civile	Favorable	néant
Direction Régionale des Affaires Culturelles	Pas d'opposition	Faire figurer dans l'arrêté d'autorisation un article relatif à la découverte de vestiges sur le site
Institut National des Appellations d'Origine	Aucune objection	Néant
Services Départementaux d'Incendie et de Secours	Pas d'opposition	Prévoir extincteurs appropriés aux risques et consignes en cas d'incendie
Direction Régionale de l'Environnement	Défavorable à toute extension de surface	Pas d'augmentation de production tant que la liaison routière permettant d'éviter le centre bourg de Combronde ne sera pas opérationnelle
SERVICE	AVIS	OBSERVATIONS
Direction Départementale des Affaires	Défavorable	Manque :

Sanitaires et Sociales		<ul style="list-style-type: none"> - un volet sanitaire sérieux - des mesures compensatoires vis à vis des problèmes liés au trafic routier - des précisions sur l'usage et le suivi des ressources en eau proches
Direction Départementale de l'Equipement	Favorable	Réserves : <ul style="list-style-type: none"> - consultation du conseil général pour le trafic routier - proximité de la rivière la Laize - présence du site inscrit
Conseil Général du Puy de Dôme	Pas d'opposition	Le pétitionnaire devra participer à l'entretien du RD 122
Conseil Municipal de COMBRONDE	Contre le projet	Tant que l'exploitant n'aura pas fait la preuve de sa capacité à mettre en conformité son exploitation par <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'un traitement des poussières - remise en état du site par phasage avec remise en végétation Le conseil s'oppose à toute augmentation de trafic routier émanant de la carrière tant que le raccordement du RD 122 et du diffuseur RN 144/A71 ne sera pas réalisé
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt	Pas d'opposition	Le pétitionnaire devra demander une autorisation de défrichement
Communauté de communes des Côtes de Combrailles	Favorable	Considère "qu'il paraît judicieux de poursuivre l'exploitation de ce site jusqu'à son terme (remise en état du site) avant d'ouvrir de nouveaux sites d'extraction"
Commune de MONTCEL	Pas d'opposition	Diverses remarques dont : <ul style="list-style-type: none"> - les camions issus de la carrière ne devront pas passer au carrefour D122/RN144 et traverser Combronde - création d'un comité de suivi
Commune de JOSERAND	Défavorable	<ul style="list-style-type: none"> - nuisances prévisibles : poussières, bruits, atteinte à l'environnement - augmentation du trafic sur la RN144 - pas de garantie d'un contrôle par un comité de suivi
Commune de BEAUREGARD VENDON	Défavorable	Tant que l'exploitant n'aura pas fait la preuve de sa capacité à mettre en conformité son exploitation actuelle : poussières, remise en état
Conseil municipal de SAINT MYON	Contre	3 voix pour 4 voix contre 2 abstentions
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine	Défavorable	Le périmètre de protection de l'ancien Prieuré de Chavanon (monument inscrit) inclut une grande partie de la parcelle A467 actuellement autorisée et la totalité de la parcelle A466, objet de la demande d'extension.

7- Analyse de l'inspection des installations classées

7.1 – Situation actuelle

La carrière de Chavanon à COMBRONDE est actuellement autorisée jusqu'au 30 novembre 2010 pour une production annuelle de 100 000 tonnes.

Sur ce site, l'exploitant a fait l'objet de plusieurs propositions de mise en demeure de la part de l'inspection des installations classées pour non respect des termes de son arrêté d'autorisation, notamment :

- dépassement de la production maximale autorisée
- stockage hors du site, des terres de découverte de l'exploitation
- absence de protection sur les pourtours supérieurs des fronts

L'exploitant a également fait l'objet en juin 2002 d'un procès-verbal constatant un délit de la part de l'inspection des installations classées pour installation sur la carrière sans autorisation et en l'absence de précautions réglementaires (pas de rétention, hauteur de cheminées non conforme) d'une activité d'enrobage à chaud de matériaux routiers.

Par ailleurs, l'exploitant a procédé à la mise en place de l'installation de concassage-criblage de 480 kW en anticipant sur la délivrance de l'autorisation sollicitée par la présente demande et sans protections particulières quant à l'envol des poussières notamment des fines 0-2.

A noter que des dispositions notables ont été prises par l'exploitant visant à limiter les envols des produits fins, notamment par arrosage des stocks et des véhicules de transports

7.2 – Textes auxquels la demande est soumise

L'activité est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Le site, objet de la demande, est soumis par ailleurs à d'autres contraintes réglementaires :

- présence du Prieuré de Chavanon, monument inscrit à l'inventaire des monuments historiques, dont le rayon de protection de 500 m englobe une partie de la carrière actuelle et la totalité de l'extension projetée.
- L'inscription du prieuré à l'inventaire s'est faite le 7 février 1994, postérieurement à l'autorisation actuelle de la carrière.
- zonage NCS du plan d'occupation des sols de la commune de Combronde autorisant uniquement "les installations classées sous réserve qu'elles soient nécessaires à l'exploitation du sous-sol et à la transformation des matériaux extraits".
- schéma départemental des carrières du Puy de Dôme au regard duquel le projet s'inscrit dans les orientations préconisées

7.3 – Evolution du projet par rapport à la demande

Au regard des avis exprimés lors de l'instruction et des contraintes réglementaires affectant le site, le pétitionnaire a proposé les évolutions suivantes à son projet :

Le 25 avril 2002 :

Par courrier à M. le Préfet du Puy de Dôme il déclare :

- renoncer à la phase 6 de sa demande initiale

- renoncer à l'installation sur le site de la plate forme de traitement de matériaux du BTP

Le 05 avril 2002 :

Par courrier à M. le Président de la Communauté de Communes des Côtes de Combrailles, il se propose de participer financièrement à la liaison comprise entre le futur giratoire de la RN144 et la RD122 permettant un accès direct de la carrière au diffuseur de l'A71.

Le 03 juillet 2002 :

Par courrier à M. le Préfet du Puy de Dôme il déclare renoncer à la phase 5 de sa demande en limitant l'exploitation du site au droit du front de taille actuel correspondant à la phase 4 de la demande. Cette évolution présente un périmètre d'exploitation inférieur à l'autorisation actuelle en direction du Prieuré en réponse à l'avis de M. l'Architecte des Bâtiments de France.

Consulté sur cette évolution du projet, M. l'architecte des Bâtiments de France a émis le 4 novembre 2002, l'avis suivant :

" Dans cette nouvelle proposition, la carrière s'arrêterait à 160 mètres de la parcelle protégée au titre des monuments historiques la plus proche, soit environ à 220 mètres de l'abside de la chapelle de l'ancien prieuré grandmontain.

La demande initiale faisait venir la carrière au contact des parcelles protégées ; cette demande de modification, en maintenant une marge d'isolement, va dans le sens d'une meilleure protection de l'environnement et du cadre ancien des restes du prieuré.

Les vestiges du prieuré sont en très mauvais état, leurs maçonneries fissurées sont très fragiles. Aussi, avant d'émettre un avis définitif sur cette demande modifiée, je voudrais être sûr qu'aucun bruit ou choc provenant de la carrière, que ce soit par voie aérienne ou transmis par le sol, ne vienne aggraver les désordres des maçonneries anciennes.

Pour cela, il me paraît nécessaire que la société SOPOULE complète sa demande par l'étude de l'importance de la transmission des bruits et des chocs de la carrière sur les restes du prieuré à une distance équivalente à celle de la nouvelle extrémité demandée pour l'exploitation."

Le 3 janvier 2003

le pétitionnaire a complété son dossier par :

1. une étude d'impact vibratoire sur le prieuré réalisée par la Sté Travaux Spéciaux. Les conclusions sont:

« On constate que les vibrations engendrées, sur l'habitation la plus proche et la plus fragile, c'est à dire l'abbaye de Chavanon, par les tirs de mine de production réalisés en décembre 2002, sont largement inférieures à celles définies par l'arrêté du 22 septembre 1994 et encore inférieures à celles définies pour les constructions dites sensibles.

Après détermination de la loi de propagation fixée pour un coefficient $K=1000$, et après simulation sur une distance minimale de 220 m (distance minimale de la future extension de l'exploitation de carrière), la charge unitaire maximale admissible calculée pour $Q=135$ kg permettra la réalisation de tirs de mine sur des fronts de 15 m, tout en gardant une exploitation rationnelle de la carrière ; et ceci en respectant les seuils vibratoires admissibles sur les constructions avoisinantes et notamment l'abbaye de la ferme de Chavanon.

Par conséquent, les nuisances occasionnées par l'extraction des matériaux pour le même type de plan de tir utilisé qu'en décembre 2002 ($Q=110$ kg) pour une distance minimale de 220 m, sont négligeables et ne présentent aucun danger pour la structure des habitations avoisinantes de la carrière.

Cependant un contrôle sismique régulier sur l'abbaye permettra, à l'avancement des fronts de taille de

vérifier la continuité et la validité de la loi de propagation déterminée dans cette étude.»

2. une étude des bruits de la carrière et des tirs sur la zone du prieuré dont les conclusions sont :

« Les niveaux de bruit constatés en ce lieu sont très inférieurs à 70 dB_(A)

Le niveau de bruit constaté dans la zone à émergence réglementée au hameau de La Combe étant inférieur à 45 dB_(A) limite l'émergence à 3 dB_(A) en période de jour, de 7h00 à 22h00 les jours ouvrables. Or nous avons une émergence de 0,9 dB_(A) dans nos mesures.

Le fonctionnement de l'installation classée objet de cet auto-contrôle (réalisé en conformité à l'annexe A de la norme AFNOR NF-S 31-010) respecte donc les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997.

D'autre part, la pression acoustique émise lors du tir de mine (68 dB_(A)) est faible.

Notons qu'il n'y a également aucun effet de "souffle" sur le bâtiment du prieuré de par l'éloignement relatif de la zone de tir ; ainsi par l'utilisation de cet effet de souffle pour l'abattage des matériaux et enfin par le fait que l'orientation des fronts est à l'opposé du bâtiment. »

7. 4 – Analyse des avis et observations

Au regard des avis et observations émis lors de l'instruction, plusieurs points importants ont été soulevés.

1 Prieuré de Chavanon

La présence de la carrière dans le périmètre de 500 m autour de ce monument inscrit à l'inventaire des monuments historiques a motivé les avis de l'Architecte des Bâtiments de France demandant que l'extension de la carrière s'arrête vers le nord et se limite à l'exploitation actuelle perpendiculairement aux courbes de niveau.

Les évolutions du projet citées précédemment répondent à cette exigence.

Les mesures complémentaires de bruit et de vibrations réalisées n'ont pas mis en évidence une influence de l'activité de l'exploitation sur les structures de l'ancien prieuré, répondant ainsi aux réserves de M. l'architecte des Bâtiments de France sur ce point.

2 Accès - trafic routier

Au regard des observations les transports de la carrière actuelle représentent la nuisance la plus importante notamment pour les riverains de la RD 122 et de la ville de COMBRONDE.

Plusieurs avis s'opposent au projet d'augmentation des volumes d'extraction tant que le raccordement du RD 122 au nouveau giratoire "bretelle A71/RN144" ne sera pas réalisé et emprunté par les véhicules de la carrière. Le pétitionnaire propose de participer financièrement à la réalisation de cette liaison et de créer en attendant une voie provisoire se substituant au projet départemental jusqu'à sa réalisation. Il dispose pour cela de la maîtrise foncière nécessaire.

3 Poussières - respect des prescriptions

Pour remédier aux envols de poussières liés à l'activité de la carrière, des dispositifs ont été mis en place, notamment une manche à relevage automatique sur la jetée des sables. Par ailleurs l'exploitant a proposé dans sa demande, la mise en place de capotages sur les cribles, les goulottes et les jetées de l'installation avec aspiration des poussières et traitement par filtre à manches. Ces aménagements sont à ce jour réalisés.

Afin de s'assurer que l'exploitant fait preuve d'une capacité réelle à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour limiter au maximum les nuisances liées à son activité, il est demandé la mise en place d'un comité de suivi de l'exploitation, notamment par le conseil municipal de COMBRONDE.

L'exploitant, dans son mémoire en réponse au commissaire enquêteur, donne son accord à la création de ce comité de suivi.

4 Autres observations

Les autres observations trouvent leur réponse dans l'application des prescriptions de l'arrêté du 22 septembre 1994 réglementant l'activité des carrières.

8. Propositions de l'inspection

La présente demande avec les modifications apportées vise à régulariser une installation de concassage criblage existante et à étendre l'activité d'une carrière existante par approfondissement du carreau actuel et augmentation de sa production annuelle.

Au regard des dispositions dont il est fait état dans le dossier et ses évolutions, abandon des phases 5 et 6 et réduction à 20 ans de la durée d'exploitation, nous n'avons pas de remarque particulière à formuler dans la mesure où le projet respecte les exigences actuellement en vigueur pour ce type d'installation.

Néanmoins, compte tenu des observations et avis émis lors de l'instruction et de la présence du monument inscrit proche du site, il nous paraît tout à fait nécessaire de compléter les exigences réglementaires par les prescriptions complémentaires suivantes :

- l'exploitant devra faire réaliser une campagne de mesures vibratoires lors des tirs de mines afin de vérifier dans le temps l'impact de ces tirs sur les structures du Prieuré de Chavanon.
- l'accès direct au giratoire RN144/A71 pour le trafic carrière devra être mis en place de manière provisoire ou définitive dans les travaux préliminaires liés à la nouvelle autorisation
- un comité de suivi, sous la présidence de M. le maire de Combronde, sera mis en place. Il sera composé de représentants de : la mairie de Combronde, la communauté de communes, l'exploitant, la préfecture, la DIREN, la DRIRE, l'ABF, de la FDEN et d'associations locales à désigner par le président.

La Société des Pouzzolanes Légères est connue dans le Puy de Dôme pour l'exploitation d'autres sites de carrières. Si l'exploitation du site de "Chavanon" a posé des problèmes nécessitant la prise de sanctions administratives et pénales à l'encontre de l'exploitant, il est à noter que le réaménagement récent du Puy de Pagnat (pouzzolane) exploité également par la SOPOULE s'est fait en conformité à l'arrêté d'autorisation.

Par conséquent il paraît difficile de remettre totalement en cause les capacités techniques de l'exploitant. Il nous semble donc que la demande peut recevoir une suite favorable, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessus énoncées et de la mise en place de mesures spécifiques de contrôles de l'exploitation qui, compte tenu du passif sur ce site, pourraient être :

- un bilan annuel des volumes extraits et des stocks en différenciant les stériles terres de découverte et matériaux commercialisables,
- certification de ce bilan et du plan annuel d'exploitation par un géomètre proposé par l'exploitant et soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées,
- envoi systématique de ces éléments à l'inspecteur des installations classées.

9 – Conclusion

Nous estimons que les dispositions prévues dans la demande d'autorisation et ses compléments ainsi que l'évolution proposée par l'exploitant du retrait des phases 5 et 6 ramenant la durée d'exploitation à 20 ans, sont de nature à répondre aux observations soulevées lors de l'enquête administrative. Ces éléments permettent de protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Considérant que la demande de la Société des Pouzzolanes d'Auvergne est soumise à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Considérant que les non conformités ponctuelles en matière de prévention des pollutions et des dangers qui ont, par le passé, été constatées sur cette carrière, ne peuvent justifier une décision de refus.

Considérant que le projet de prescription joint en annexe du présent rapport permettra à l'exploitant de prévenir les inconvénients et les risques de ses installations dans le cadre d'une approche intégrée.

Nous proposons à M. le préfet du Puy de Dôme d'accorder l'autorisation sollicitée en statuant sur le projet d'arrêté préfectoral ci-annexé.

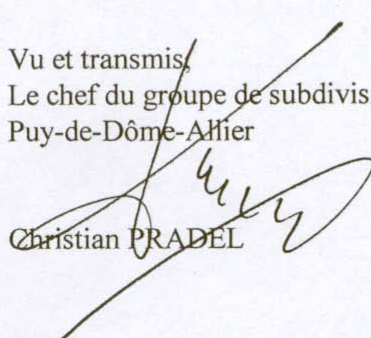
Le présent rapport devra faire l'objet d'une présentation devant la Commission des Carrières.

Le technicien supérieur de l'industrie et des mines,



Guy DUMONT

Vu et transmis,
Le chef du groupe de subdivisions
Puy-de-Dôme-Allier



Christian PRADEL